



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 04/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EST ARGENT

Parc d'activités
BP 22

88470 Saint-Michel-Sur-Meurthe

Références : S-25-1352RP

Code AIOT : 0006202478

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement EST ARGENT implanté Parc d'activités BP 22 88470 Saint-Michel-sur-Meurthe. L'inspection a été annoncée le 21/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EST ARGENT
- Parc d'activités BP 22 88470 Saint-Michel-sur-Meurthe
- Code AIOT : 0006202478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EST ARGENT exploite à Saint-Michel-sur-Meurthe des installations de collecte/transit/regroupement de déchets non dangereux et dangereux ainsi qu'une installation de traitement de déchets dangereux correspondant à l'électrolyse de bains argentiques.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, elle a été autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 225/2000 du 13 janvier 2000 modifié pour les rubriques 2718, 2790, 2713 et 2714 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement et par arrêté préfectoral modificatif n°1991/2014 du 13 août 2014 pour les rubriques 3510 et 3550.

La visite d'inspection porte sur l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|------------------------------------|---|-------------------|
| 1 | Situation administrative du site | Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-8 | Sans objet |
| 2 | Plan de défense contre l'incendie. | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 | Sans objet |
| 3 | Maîtrise des sinistres. | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6 | Sans objet |
| 4 | Traçabilité. | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés par l'inspection lors de la visite et l'examen des documents présentés et transmis par l'exploitant ne relèvent pas de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative du site

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-8 |
| Thème(s) : Situation administrative |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection constate un local dédié au rinçage des bacs qui servent au transport de déchets dangereux et s'interroge sur le classement de la rubrique 2795 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant explique que les bacs ou caisses en plastiques d'1/2 m³ environ sont rincés au jet d'eau provenant du réseau d'eau communal. Cette eau de rinçage (sans aucun adjuvant) s'écoule dans une rétention qui est ensuite pompée et collectée dans un grand récipient de type GRV de 1 m³, pour être ensuite vidangée 1 à 2 fois par an. Ces eaux de lavage sont considérées comme des déchets et envoyées pour traitement vers une société autorisée à recevoir ce type de déchets dangereux.</p> <p>L'exploitant précise que les contenants rincés appartiennent à la société Est Argent exclusivement.</p> |

L'inspection conclue que les activités décrites ne relèvent pas de la rubrique 2795 de la nomenclature des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de défense contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
 - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
 - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
 - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
 - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
 - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
 - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
 - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
 - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- [...]

Constats :

L'inspection demande à l'exploitant de lui présenter le plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant a réalisé un livret comprenant l'ensemble des documents demandés en période ouvrée et non ouvrée.

Les schémas d'alarme et d'alerte indiquent bien l'ensemble des actions à réaliser en terme

| |
|---|
| <p>d'alarme, d'alerte, de 1ère intervention, d'accueil des pompiers d'évacuation et des personnes à contacter.</p> <p>Ces schémas ainsi que les plans de situation décrivant les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, des égouts et vanne d'isolement au niveau du séparateur d'hydrocarbures sont disponibles, pour les pompiers, dans une boîte, à l'extérieur des bâtiments.</p> <p>En période non ouvrée, le déclenchement de l'alarme prévient une société qui fait des rondes sur la zone industrielle. Cette société a les moyens d'entrer dans les bâtiments pour effectuer la 1ère intervention, tout en alertant la société SECURITAS qui prévient la directrice du site et son responsable d'exploitation.</p> <p>Le personnel est formé à intervenir avant l'arrivée des pompiers. La dernière attestation de formation à l'utilisation des robinets d'incendie armés (RIA) et au réarmement du poste sprinkler date du 21 octobre 2025. La formation à l'utilisation des extincteurs est prévue le 21 novembre 2025.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Maîtrise des sinistres.¹

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.</p> <p>Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le site est équipé d'une ligne téléphonique et l'ensemble des personnels possède un téléphone portable pour alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant a organisé un exercice incendie le 20 octobre 2025 en simulant un départ d'incendie dans un conteneur de déchets.</p> <p>L'exploitant indique que l'exercice s'est bien passée et présente le compte rendu écrit qui a suivi.</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle précédent, les agents travaillant sur site sont formés à la mise en œuvre des moyens d'intervention. La dernière attestation de formation à l'utilisation des RIA et au réarmement du poste sprinkler date du 21 octobre 2025. La formation à l'utilisation des</p> |

| |
|--|
| extincteurs est prévue le 21 novembre 2025. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Traçabilité.

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10 |
| Thème(s) : Risques accidentels |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis.</p> <p>L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.</p> <p>Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour quotidiennement. Ce document est enregistré sur un drive partagé (réseau), ce qui permet la mise à disposition en cas de besoin par plusieurs personnes travaillant sur le site et pallie la perte d'utilité.</p> <p>Un rapport d'activité annuel est réalisé et transmis à l'inspection chaque année. La liste des destinataires des déchets est consultable sur le site trackdéchets.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |